

Note de synthèse sur :

Nadia Kerdoud, Université de Constantine, Algérie : *Ville vénérée ou ville mal aimée ? L'exemple de Constantine.*

Meridalba M Bravo, Université des Andes, Mérida, Vénézuéla : *Anti-ville ou civilisation de la campagne dans la littérature vénézuélienne du début du XX^e siècle*

Bernard Marchand

Mai 2007

Les deux textes ne sont guère comparables, traitant de l'urbaphobie dans deux pays différents et à des échelles aussi fort différentes, mais ils permettent d'envisager des facettes éloignées mais importantes de l'urbaphobie dans le monde.

Mademoiselle Kerdoud étudie l'attrait ou la répulsion qu'exercent aujourd'hui certaines parties de la grande ville de Constantine. Elle distingue classiquement trois villes distinctes : *Les vieux tissus hérités de l'histoire ancienne (patrimoine pré-colonial et colonial), la ville planifiée de l'État et la ville spontanée produite par le citoyen. Dans la foulée des problèmes qui semblent identifier fortement son malaise (problèmes de transport, dysfonctionnement spatial, délabrement des tissus anciens, etc), transparaisissent conjointement des images collectives des Constantinois représentant la ville globale, mais personnalisant chacune des formes.*

Elle choisit comme exemple du premier type, le secteur informel ou de bidonvilles : *Oued-el- Had, secteur informel de 71 ha, situé à l'est de Constantine.* Second type, le vieux centre, en revanche, a une image toute différente : *A l'inverse, ces espaces urbains plus traditionnels accusent le poids du délabrement et de la précarité. Aujourd'hui, lieu de la débauche et de l'insécurité, ils apparaissent pourtant aux yeux des citoyens comme les espaces de la centralité « affective » par excellence. C'est le cas de la vieille ville de Constantine.* Enfin, l'État menant de front sa politique du logement social a construit précipitamment de grands immeubles, le troisième type : *Vivement critiquée, la ville de l'urgence manifeste toutefois une indifférence totale de la part des citoyens.* Et Mademoiselle Kerdoud de préciser son but : *À partir du cas constantinois, notre intervention s'attachera donc à décrire et analyser les images contradictoires que génère chacune des typologies suscitées. D'une part, Oued -el- Had, « la ville mal aimée » où les habitants tentent d'améliorer une image qui reste négative, d'autre part, construite de bonnes volontés, mais sans grand succès, la ville de l'État devient une «ville hostile ». Enfin, délabrée, la vieille ville continue pourtant d'apparaître comme « la ville vénérée » des Constantinois.*

Les quartiers nouveaux construits par l'autorité publique depuis quarante ans ont essayé de satisfaire l'immense besoin de logements des migrants venus de la campagne et de l'accroissement naturel (En 1966, une personne sur trois est

urbaine dans la région) : *Générée par un exode rural massif et une explosion démographique sans précédent, la population urbaine dans la région Est, par exemple, a doublé son effectif et le taux d'accroissement moyen de la population urbaine est évalué à 7,5% par an. Privilégiant désormais un urbanisme de zoning, la construction des grands ensembles à travers la politique des ZHUNS (zone d'habitation urbaine nouvelle) se généralise. Standardisées, les ZHUNS dressent de grandes périphéries urbaines ... Inadaptée aux besoins culturels de la société, la ville de l'État répond certes au besoin du « logement », mais alimente pour le reste une grande indifférence. Dépourvue de tout repère et manquant de toute identité, elle développe un sentiment de mal vie, stimulant de la sorte l'émergence de nouvelles images d'une ville hostile.*

Le vieux centre de Constantine, la médina, dans un magnifique et célèbre paysage, de part et d'autre des gorges du Rummel, est resté largement à l'abandon : *la ville manquant depuis toujours d'une véritable politique pouvant orienter son développement, prendre en charge son patrimoine bâti, ressusciter son héritage ancien, place sa médina au dernier rang. À l'exception des liftings timides et occasionnels qui demeurent superficiels, la vieille ville de Constantine n'a jamais fait l'objet d'une opération de mise en valeur. Chaque jour le nombre de maisons lézardées s'accumule au côté des vieilles bâtisses tombant en ruines. Mais, en dépit de son délabrement, la ville continue à représenter tout à la fois, le passé et la fierté voire la mémoire des Constantinois dans tout le pays. En un mot, c'est la ville vénérée.*

Troisième aspect, des bidonvilles : *quartiers et pans entiers de la ville qui vivent et s'organisent en autarcie et se détachent de la gestion, de l'économie et de l'ordre de la ville, en marge du droit et de la loi. Il s'agit d'un habitat non planifié par les institutions urbaines et non-conforme aux procédures réglementaires de la construction et de l'urbanisme. Ils offrent des formes urbaines variées. Du bidonville le plus précaire au lotissement illégal, cet habitat intègre également une forme intermédiaire désignée communément par l'habitat informel dit en dur. Depuis 1995, la lutte contre les bidonvilles est menée de front par l'actuel président de la république. Se poursuivant, le relogement des gourbivillois est opéré dès qu'une part de logements est achevée. Véritable site d'accueil pour Constantine, la ville nouvelle d'Ali Mendjeli reçoit les relogés. Cette politique de résorption des bidonvilles permet ainsi à Constantine de se débarrasser de nombreux sites précaires. En dépit des efforts consentis par l'État, les bidonvilles ont régressé certes; mais surtout se pérennise et se consolide l'habitat informel en dur, disséminé à l'intérieur de son tissu.*

OUED -EL- HAD, LA VILLE MAL AIMÉE

I-1 De l'extérieur, une ville refusée

Le quartier, créé par le Plan de Constantine en 1958, a été volontairement densifié. *Cette surélévation illégale permet au secteur à partir des années 80 d'afficher un nouveau visage. Se dotant d'un appareil commercial considérable, il parvient à jouer un rôle primordial dans la structure d'ensemble de la ville. En dépit de l'importance qu'il acquiert en tant que secteur commercial dynamique, ce quartier populaire demeure boudé, mal vu et surtout détesté,*

c'est la ville mal aimée. S'il est des secteurs mal vus et décriés à Constantine, il n'en est pas un dont l'image soit pire que celle de Oued -el- Had.

Vu de l'extérieur, Oued -el- Had est considéré comme une zone de non droit où tout est permis. Tout s'y vend ; cela va des objets d'occasion aux articles neufs, de la drogue aux produits divers volés.... Désigné par l'ensemble des questionnés comme un espace d'agressions par excellence, le vol demeure l'activité principale des « radjlas »¹ du quartier. Synonyme de la brutalité et de la violence, le concept de la « radjla » légué par la vieille génération, des années 70 reste d'actualité. En effet, sévissant à cette époque, le chômage et la misère poussaient beaucoup de jeunes du secteur à se tourner vers le banditisme et la délinquance. Aucun étranger au secteur ne pouvait traverser cette limite de la ville sans subir la terreur de ses jeunes, nous rapportent les vieux du quartier. Pour lutter contre la misère et la pauvreté, les agressions et les vols sont devenus leur seul moyen de survie.... Pour tous les Constantinois, le jeune de Oued el- Had est synonyme du type « radjla », l'homme à l'allure bien particulière avec la chaîne pendant au cou, la grosse bague filée au doigt et le cran d'arrêt caché dans la poche, qui guette sans cesse ses victimes.

L'exclusion féminine ou l'espace sexué

Le quartier est une zone interdite aux femmes. Pour beaucoup de Constantinoises, Oued -el- Had représente l'espace de tous les dangers, qu'il leur est difficile de parcourir. Support du marché informel, « le boulevard A » devient l'espace public principal, à travers lequel tout un réseau de relations économiques avec la ville s'installe et surtout à partir duquel les femmes savent explicitement jusqu'ou elles peuvent aller et ce qu'elles doivent éviter. Dénommé le « Souk des Hommes », le marché informel représente une limite interdisant tout franchissement féminin.

Les pratiques de l'élevage et l'abattage clandestin tenant pour lieu les bidonvilles soulignent cette image de la ville refusée... Ces gourbis fournissent le marché illégal du secteur en viandes.

LA VILLE PLANIFIÉE, UNE VILLE HOSTILE

II-1 Crise urbaine, crise de la citoyenneté

Reposant sur le principe de l'équilibre et de la cohérence, la ville de l'occupation coloniale voit beaucoup de ces aspects changer après l'indépendance avec l'explosion démographique et l'exode rural. Les années 80 correspondent à la date du lancement d'interminables chantiers en Algérie. Une politique volontariste permet la construction des milliers de logements collectifs en vue de pallier une crise de logement se voulant structurante.... Construits rapidement et à bas prix, ces grands ensembles traduisent une vision réductrice des pouvoirs publics dans les questions d'urbanisme. Il s'agit de loger des populations de manière standard sans fournir un cadre de vie de

¹ La Radjela (virilité), dérivé du mot Radjel qui signifie l'homme.

qualité. Souvent les réseaux et les voiries n'accompagnent même pas le processus d'urbanisation, immergeant ainsi de vastes secteurs urbains dans des problèmes de pollution et d'hygiène. De simples tâches quotidiennes telles que le ramassage des ordures, l'éclairage public ou le nettoyage des chaussées sont loin d'être satisfaites.

Difficile à surmonter par les gestionnaires, cette crise rend de plus en plus pénible la vie du citoyen constantinois. Dépréciée, la ville planifiée devient alors sujette aux critiques les plus acerbes. Que l'on soit dans un taxi, un autobus ou une salle d'attente, la ville-polémique rebondit fréquemment. Comparée inlassablement aux villes de l'outre-mer, notamment l'occident, son anarchie est souvent attribuée à un dispositif législatif faible et à des contrôles déficients, voire à un État absent. Cette crise urbaine « a développé à son tour un système de valeurs individualistes rompant alors avec les principes de solidarité entre les membres de la communauté. Marqué par l'indifférence et l'individualisme, le comportement du citoyen tend à dégrader la cité et accentue ainsi l'image de la ville hostile.

L'auteur signale un mécanisme curieux qui manifeste l'urbaphobie : les habitants changent spontanément le nom des quartiers pour mieux les décrire. Ce néologisme des dénominations attribuées par les citoyens exprime leur sentiment à l'égard de leur ville. Adoptée péjorativement par des citoyens contestataires, ce dédoublement toponymique original révèle tantôt l'urbanité de misère (Bengladesh et Kandahar), tantôt décele l'origine géographique (Ain el- Fakroune, un bourg rural situé à quelque kilomètres de Constantine) pour déplorer une avancée rurale et critiquer un mode de vie ruralisant et des comportements décrits comme incompatibles avec l'urbain et l'urbanité ; parfois encore, c'est pour dénoncer des lieux où la circulation des drogues et le banditisme atteignent un paroxysme comme la Colombie pour le cas de Daksi à Constantine.

L'urbaphobie apparaît en haut lieu : le président Bouteflika n'a pas caché son mépris pour « la défiguration du paysage urbanistique et architectural des villes algériennes ... J'ai honte de la saleté de nos villes et villages » ... il déclare que la dégradation des villes ne permet plus à présent de faire la distinction entre une zone rurale et une zone urbaine. Considérant l'exode rural massif causé depuis l'indépendance comme le principal facteur, il poursuit "les gens de la campagne sont venus en ville amenant avec eux leur culture qui est également la nôtre, mais la zone rurale est une chose et la zone urbaine autre chose»... la ville algérienne offre une image désolante."

Il est particulièrement intéressant de voir la culture rurale non pas admirée, comme elle l'est si souvent en France, mais dépréciée et méprisée.

II- LA VIEILLE VILLE, OU LA VILLE VENEREE EN DÉTRESSE

Ville du « ilm » (savoir) et des « ulémas » (savants), ville du Rocher, ville des ponts, ville de Salah Bey, etc. Autant de dénominations et de signes pour désigner la vieille ville, qui révèlent la vénération d'une cité chantée, peinte et décrite sous diverses formes par ses habitants.

Mais la dégradation des bâtiments a amené les autorités à en détruire une grande partie. Bon nombre de Constantinois se rappellent encore cette levée de boucliers qui a nécessité l'intervention de la ministre de la culture pour mettre fin à ces démolitions et qui a fait de la médina « une affaire d'État ». Devenu un commerce connu dans la vieille ville, le squat des maisons en ruines épuise davantage son tissu, menacé déjà par un exode rural massif enclenché après l'indépendance². Paupérisant la médina, d'autres n'hésitent pas à construire à la place de ces ruines des maisons de fortune avec de la tôle et du parpaing. Cela permet la prolifération de beaucoup de fléaux et l'installation de groupes sociaux refusés par la population à savoir les prostituées, les homosexuels et les dealers, ce qui alimente le sentiment d'insécurité... Un lieu de débauche, insécurisé, insalubre et délabré. La vieille ville compte aujourd'hui 40 000 habitants avec une forte densité (139 habitants par hectare). Ses maisons atteignent un taux d'occupation de 12 personnes par pièce. 30% de la superficie est aujourd'hui en ruine.

L'exode rural est tenu comme le responsable principal, selon l'opinion publique qui accuse le « rural », « l'arriviste », ou le « Barani » (l'étranger).

De ce texte fort riche, je voudrais retenir quelques points importants :

1)- D'abord la critique des ruraux nouveaux arrivés comme responsables de la dégradation urbaine. Il est remarquable d'entendre le président Boutéflika déclarer : *"les gens de la campagne sont venus en ville amenant avec eux leur culture qui est également la nôtre, mais la zone rurale est une chose et la zone urbaine autre chose"... la ville algérienne offre une image désolante.*", une critique que les habitants de la grande ville semblent largement partager.

2)- D'autre part, l'analyse de l'urbaphobie non pas, comme nous le faisons d'habitude, comme un sentiment existant entre une nation et ses grandes villes mais comme une tension entre des quartiers différents. Les études précédentes ont peut-être négligé cette échelle plus petite et si intéressante. On rejoint ici les anciennes analyses de Kevin Lynch.

3)- Plus profondément, je suis frappé par la complexité à laquelle conduit une telle analyse : chacune des trois parties urbaines de Constantine manifeste un sentiment (positif ou négatif) d'une part envers soi-même, d'autre part envers les autres quartiers. On peut ainsi parler d'**urbaphobie interne**, comme chez les habitants des quartiers nouveaux qui y vivent mais ne les aiment pas, ou une **urbaphobie externe**, comme celle des Constantinois envers le quartier maudit des bidonvilles. Il en va de même de l'urbaphilie, l'amour externe des habitants, en général, vers leur médina ou interne pour ces jeunes d'Ould-el-Had envers leur propre quartier, pourtant détesté par les autres. On est ainsi conduit par Mademoiselle Kerdoud à une analyse complexe et subtile, avec des contradictions internes qui restent à préciser.

Le schéma suivant essaye de représenter ces relations complexes de façon très schématique qui restent, bien sur, à préciser :

	Médina	Nouveaux quartiers	Bidonville
Médina	HO	HO	HO
Nouveaux quartiers	RE	HO	HO
Bidonvilles	RE	HO	RE

HO : hostilité envers ... ; RE : respect pour ...

Le texte de Mademoiselle **Meridalba Munoz Bravo** analyse l'image de la ville dans la littérature vénézuélienne depuis le XIX^e siècle. Dès 1826, le grand écrivain Andrés Bello conseillait à ceux qui aimaient la liberté d'aller vivre à la campagne, en déplorant l'immoralité des villes, leur décadence, cependant que Simon Rodriguez recommandait de créer les nations nouvelles en commençant par les campagnes : sentiments très rousseauistes. Un siècle et demi plus tard, Diaz Sanchez Casandra, en 1957, affirmait encore que "la ville corrompt les hommes" et ne sont que "des organismes parasites".

XIX^e siècle

Mademoiselle Bravo remarque que *"Les contenus des romans analysés nous révèlent que l'insatisfaction causée par la ville, raison possible de ce désintérêt gouvernemental des années soixante, est ressenti très en avance, tellement que même au début du XIX^e siècle, quand nos villes vénézuéliennes étaient à peine de modestes villages -Caracas, la capitale, comptait à peine 40 mille habitants qui se sont réduits à près de 30 mille après le tremblement de terre de 1812-, nos auteurs critiquaient déjà le mal dans la ville."*

Les auteurs romantiques du milieu du XIX^e siècle ont construit de nombreuses élégies du paysage et les beautés naturelles du Vénézuéla, travaux dans lesquels la nature et la campagne étaient les protagonistes et d'où la ville était presque absente... C'est avec les auteurs de la fin du siècle et du début du XX^e siècle qu'on commence à se rapporter expressément à la ville et que sont récurrents les avis négatifs sur elle.

Il nous est difficile de douter de la sincérité des formulations d'un Andrés Bello, d'un Simón Rodríguez, d'un Fermín Toro par exemple. Nous pouvons comprendre, néanmoins, qu'un tel questionnement de la ville vise davantage ses parasites et peu éthiques classes de direction et

sa haute société, responsables historiques d'une mauvaise gestion urbaine en s'abstenant de contrôler, de diriger ou de canaliser sa croissance et son développement approprié; des aspects qui seront encore motifs de critique même pour nos auteurs du XXème siècle et de celui-ci, qui commence à peine.

Le début du XX° :

Faisant allusion au cas latino-américain des dernières années du XIXème et des premières décennies du XXème, Marina Waisman écrivait (1991): *«les villes n'avaient pas atteint ni une densité, ni une intensité de mouvement qui aurait pu provoquer un rejet de la vie urbaine et, de son côté, la vie agraire préservait une condition de semi-sauvagerie qui, en aucune manière, ne pouvait inspirer des images bucoliques.»*

Cette critique de la grande ville apparaît en même temps que la renaissance, dans le premier quart du XXème siècle, d'une littérature régionaliste et criollista, incubée dans le nationalisme né dans le cadre des batailles d'indépendance aux débuts du XIXème, qui souligne les particularités du pays, particulièrement ce qui a trait aux secteurs ruraux, avec une forte influence romantique. Plus tard, avec la littérature réaliste et naturaliste, apparaissent les romans de la terre : il n'y a plus dans ces œuvres le ton romantique du XIXème, mais une position plus positiviste... Dans les romans de sujet rural, plus qu'une exaltation des champs et malgré les critiques de la ville, ce qui semble se détacher, c'est l'appel à la civilisation, c'est-à-dire le désir de transférer à la campagne les valeurs positives de la vie civilisée...

*La littérature « criollista », régionaliste vénézuélienne a manifesté ce souci pour la campagne et déploré son abandon progressif : abandon moral à cause de la nonchalance et l'oubli de la part de l'État lui-même et physique en raison des fortes migrations vers les villes et les villages pétroliers naissants. C'est là l'un des filons les plus largement exploités dans la littérature de l'époque ; depuis l'exaltation des sites bucoliques, passant par la nostalgie des villages et des petites villes paysannes de l'enfance : *Viaje al amanecer* et *Las Nieves de antaño* de Picón Salas (1943 et 1958); traversant même les profondeurs de la jungle immense: *Canaima* de Gallegos (1937); jusqu'à une construction idéologique dans laquelle la campagne était la protagoniste ou l'objectif : *La casa de los Ábila* de Pocaterra (1921); *Doña Bárbara* de Gallegos (1929); *La Guaricha* de Julián Padrón (1934); *Casandra* et *Borburata* de Díaz Sánchez (1957 et 1960), entre autres. Ces textes récapitulent des aspects importants de ce retour à la terre et à la civilisation de la campagne.*

*De son côté, Rómulo Gallegos, reconnu comme l'auteur par excellence de la plaine et de la nature vénézuéliennes, à qui on a l'habitude d'attribuer l'exaltation exclusive de la chose rurale et aborigène, a défendu les valeurs de civilisation liées à la vie urbaine depuis ses premiers écrits, à partir de 1912. Gallegos expose sa vision en se servant de la dichotomie ville-civilisation opposée à maquis-barbarie décrite par l'argentin Sarmiento, confrontation qu'il traitera de manière plus aigüe et poétique dans son célèbre roman *Doña Bárbara* (1929). L'auteur n'omet de la ville ni les maux, ni les maladies sociales, mais c'est seulement dans ses valeurs, qu'il reconnaît comme lui*

étant inhérentes: culture, éducation, avance technique et finalement civilisation, qu'il voit le remède possible pour résoudre les problèmes urbains et ceux du maquis barbare et non cultivé. Une telle reconnaissance des valeurs de la ville est aussi celle de beaucoup de nos intellectuels de cette époque et de ceux d'autres pays. Ramón Díaz Sánchez, 1937, par exemple, veut re-développer l'agriculture comme une défense contre le pétrole

Milieu du XX^e siècle

En un peu plus de 30 ans, le pays est passé de 15 % à 50 % de population urbaine. On commençait à peine, en 1920, à abandonner la campagne et 50 ans plus tard, en 1970, 73 % de la population vivait dans des centres urbains... Au Venezuela, une révolution semblable à la Révolution Industrielle européenne n'a pas existé et le changement n'a pas obéi à une transformation des structures internes. L'irruption violente et inattendue du pétrole au début du XX^e siècle, sa presque immédiate transformation en activité centrale et principale source de revenus pour le pays et notre incapacité initiale pour sa gestion, démontrent que les changements n'ont pas été le produit d'une maturité interne, mais d'une nouveauté inattendue. *Cependant, le pétrole a ouvert les écoutilles et les villes se sont soudain remplies de nouvelles gens... Certaines de nos grandes villes sont passées, dans l'espace d'environ trente ou quarante ans, de la mentalité villageoise au pseudo-métropolitainisme : l'urbaphobie vénézuélienne a été fondée principalement sur les défauts de ces villes grandies trop vite.*

Quelques tendances principales apparaissent : l'opposition entre *la ville traditionnelle -patricienne et bourgeoise-, qui disparaissait dans la ville moderne destructrice* (Iragorry, 1957) ; *ou la défense plus humble et pragmatique de la ville traditionnelle et même de la vie villageoise face à la fébrile métropole moderne* (Picón Salas en 1943 et 1958). Picón Salas dans son dernier roman *Los tratos de la noche* (1955), déplorait les perversions matérielles et psychologiques de la vie urbaine et proposait la fuite vers la nature comme le seul refuge encore sain. Le grand écrivain Romulo Gallegos fut plus eucuménique, appelant dans presque toutes ses oeuvres à civiliser et à ne pas abandonner la campagne, parallèlement à la création de villes meilleures et plus saines.

La rancune envers la ville vient plutôt de sa construction contemporaine chaotique, quoique aussi de sa vision comme l'endroit de la corruption et du vice, mais de tels maux ne sont pas exclusifs de la ville, comme le montrent Gallegos ou Pocaterra, entre autres. L'exaltation de la campagne est plutôt un appel à ne pas l'abandonner et à ne pas se laisser pervertir par la ville, mais ce n'est jamais un rejet absolu de celle-ci. Dans le contexte européen le regard complaisant sur la campagne obéit probablement à un passé réel de vie bucolique ou de résignation tranquille devant la sécurité qu'elle offrait, tandis que dans le cas vénézuélien, il s'agit de pauvreté et de décadence. Une vision un peu différente de l'exaltation, non pas de la campagne en soi mais de la

vie rurale du hameau comme le fait Picón-Salas, obéit plutôt à la valeur qu'on accordait encore à la vie communautaire que la ville fait disparaître.

Invité à collaborer dans la préparation d'un almanach en 1952, Mariano Picón-Salas, l'un de nos essayistes et romanciers les plus profonds, écrivait :

« Combien est nécessaire, en tant de solitudes du pays, ce petit livre qui aide à sauver pour les Vénézuéliens la terre maltraitée et fidèle ; celle qui contre l'alluvion cosmopolite et la tentation financière des villes, continue à produire des haricots verts, le manioc, le maïs ; celle de ces bonnes personnes qui ont persévéré près du « pegujal » (petit champ), à côté de la vieille maison des maîtres, tandis que d'autres venaient au Centre pour boire du whiskey, chercher de l'argent et du pouvoir plus facile, entre des intrigues de cour et les grandes bouffées de Chesterfield!"

Une telle critique morale reproduit étroitement les condamnations de écrivains français chrétiens du début du XX^e, comme René Bazin ou Paul Bourget...

Picón, comme Andrés Bello, a été aussi citoyen de grandes villes et malgré sa dévotion pour beaucoup de villes cultes et belles du monde où il a pu habiter, il a toujours postulé dans notre pays le besoin de ne pas abandonner la campagne; il parlait de l'échange bienveillant de la campagne et de la ville.

Beaucoup des critiques faites à la ville vénézuélienne, ont tendance à considérer comme des fléaux des aspects de la ville touchant exclusivement à la chose éthique et morale et même à la chose sociale, alors qu'envers l'aspect morphologique, on ne trouve pas de critiques précises. Mariano Picón Salas et Mario Briceño Iragorry, particulièrement ce dernier, déplorent, avec l'apparition de la nouvelle ville, le mépris et l'oubli des valeurs de la ville antique ou traditionnelle, à laquelle, en revanche, ils reconnaissent de grandes qualités.

Le latifundisme a entraîné la misère et l'arriération des campagnes vénézuéliennes : dans les cinquante ou soixante premières années du XX^e siècle, cette campagne apparaissait donc précaire et hostile. La loi de 1960 pour briser les latifundias a eu un effet lent et tardif : voilà une autre différence sensible avec l'Europe.

Le malaise envers la ville vénézuélienne, non seulement de la part de ses intellectuels, mais de celle de la généralité de ses habitants, va s'intensifier à partir des années soixante. Il s'agit de positions plus radicales, moins conformistes, ou parfois plus déçues; ce sont celles qui ne semblent pas entrevoir la sortie au mal de la ville. En elles se matérialise l'opposition ville-campagne, celle-ci prenant l'aspect d' une supposée Arcadie libératrice:

Le héros de José Antonio Rial déclare : «Je ne voulais pas venir à Caracas, être emprisonné entre les rues et le ciment, je cherche le coeur de la Guyane!» et plus loin « Mon esprit réclamait à cor et à cri le silence des espaces inhabités, l'air, le vent, la pluie torrentielle,

savourés dans des lieux où il n'y aurait ni toits, ni rues, ni chambres fermées. Il me semblait que tous mes supplices et angoisses s'étaient forgés dans les villes super habitées, sordides et que la campagne était toujours innocente des crimes humains » (Venezuela Imán,, 1974).

Un héros de Picon-Salas, 1955, exprimait, dans *Los tratos de la noche*, le rejet des villes modernes grandes et artificielles et son espoir dans l'espace régénérateur de la campagne " *si vous vous fatiguez de Caracas et de ses bruits et de ses intrigues inutiles, de ses maigres mètres carrés d'air et de lumière avec lesquels on est si mesquin dans ces immeubles, il y aura de la terre et du travail pour vous dans ma colonie agricole.*"

Dans le cas vénézuélien les opinions négatives envers la ville ne proviennent pas nécessairement de gens rétrogrades ou réactionnaires. Díaz Sánchez, par exemple ou Picón Salas ont toujours été des progressistes. Ils ne critiquaient pas la ville elle même, mais ses perversions ou ses déformations. Même Briceño Iragorry, plus conservateur que les autres, et même défenseur de l'ordre social établi et rétrograde pour certains-, ne rejette pas la ville, mais la grande ville. L'exemple de la Caracas des années cinquante, semblait effrayer certains esprits urbains. Ils tendaient à envisager la campagne et ville comme des complémentaires, non pas comme des contraires.

Critiques récentes :

Briceño Iragorry (1989), par exemple, probablement le meilleur partisan de la ville parmi les auteurs traités, critique la ville moderne; mais il s'agit plus d'une critique de l'oubli et de la négligence de ses valeurs, que d'un questionnement de la vie urbaine, à laquelle il a toujours reconnu des attributs de civilisation, de culture et de bien-être. Il est certain que la ville dont il fait l'éloge est celle dont la taille physique et démographique permet la relation entre les voisins, avec une forte présence morale, une soigneuse défense des valeurs qui, dans la grande ville, se diluent en faveur de l'isolement, de l'anonymat, de la ségrégation sociale et même matérielle.

Horacio Capel (2001) dans «Gritos amargos sobre la ciudad» écrit: «*En réalité ceux qui estiment la campagne et ceux qui retournent à la campagne sont essentiellement les citadins. Et ils retournent généralement à un milieu déjà urbanisé, tant quand ils vont établir leur résidence principale dans un village proche d'ambiance rurale que quand ils y placent, ou dans des secteurs proches, leurs résidences secondaires. Quant aux mouvements néo-ruraux des années 1970, on sait bien qu'ils ont fini très tôt, au moment même où les citoyens attirés par le mythe de la campagne et de la ruralité ont compris la rudesse du travail rural.*»

Aujourd'hui la situation ne semble pas avoir changé. Marco Negron, en 2004, outre la défense inconditionnelle qu'il fait de la grande ville, de la concentration urbaine et du privilège de Caracas en tant que capitale, il indique ce qu'il considère comme des attentats constants contre la ville de la part des gouvernants et condamne l'acharnement du gouvernement actuel à promouvoir un réaménagement de la population et du territoire et une déconcentration de la population de la région capitale. Il note qu'«un trait récurrent de la pensée sur le territoire dans les quarante dernières années a été l'anti-urbanisme rhétorique, centré sur la condamnation des grandes villes et

des migrations de la campagne à la ville. Quoique les politiques qui en découlent aient été plutôt irrégulières et dans certains aspects contradictoires, son corollaire le plus important fut la résistance de l'État à la création de villes et, particulièrement, à habiter des terres qui pouvaient permettre l'établissement ordonné des migrants les plus pauvres, puisqu'on supposait -sans fondement, que de cette manière on stimulait le déplacement vers les villes.»

Mademoiselle Bravo conclut ainsi : *"Il est indiscutable que nos gouvernants se sont peu engagés dans la construction de la ville, particulièrement à partir de sa croissance explosive vers le deuxième tiers du XX^{ème} siècle, ce qui inclut les quarante dernières années dont Negrón parle, et qui semble s'accroître à présent. Cette expérience est certainement lamentable alors qu'on aurait pu prévoir et éviter les problèmes. En ce qui concerne notre littérature du XX^{ème}, il est lamentable que, par son ascendant sur le peuple, elle ait renforcé le pessimisme paralysant et généralisé qui a provoqué sa méfiance de la ville, sans abriter ni stimuler des espoirs de changement. Nous croyons, avec Negrón et Capel, que la ville n'est pas en elle-même le problème, mais que au contraire, elle peut être la meilleure création humaine. Il conviendrait, pour une construction plus démocratique et juste de la ville, d'écouter -ou de lire- les plaintes des intellectuels et des habitants de la ville qui, malgré leur pessimisme, donnaient et donnent des lumières sur les aspects concrets qui produisent le désagrément et le rejet de nos villes actuelles, et ceux qui se proclament comme des aspects positifs.*

Et sur le conflit ville-campagne, l'auteur conclut joliment : *des Arcadies et des Babels en litige permanent.*

Ce texte est doublement intéressant : d'une part, il montre des traits urbaphobes semblables à ceux que l'on trouve en Europe, à peu près aux mêmes moments. L'influence de la pensée européenne au XIX^o sur les révolutionnaires sud-américains explique que l'on retrouve ainsi les anathèmes de Rousseau et les espoirs des socialistes du XIX^o siècle. De même, le poids de la religion catholique explique les critiques morales contre la "décadence", l'"immoralité" des grandes villes, qui manifeste seulement les inquiétudes de l'Eglise devant la chute de son influence et le développement de l'individualisme urbain remplaçant le holisme rural. Comme en Europe, la grande ville est critiquée parce qu'elle incarne et développe la modernité.

Mais le Vénézuéla présente aussi des différences fort intéressantes : ce pays n'a pas connu de véritable paysannerie, sauf peut-être sur les pentes des Andes, ni, jusqu'au milieu du XX^o siècle, de véritable révolution industrielle. Le choc du pétrole a provoqué une transformation brutale et un enrichissement rapide du pays, sans créer de véritable main d'oeuvre industrielle urbaine : la principale source de la richesse nationale, la région

de Cabimas d'où est extrait le pétrole de Maracaïbo, a été aussi l'une des régions les moins bien équipées et les plus pauvres.

La grande ville est ainsi apparue, plus qu'en Europe, comme un corps étranger, né comme un champignon, sans rapport évident avec la nation. En revanche, l'arriération et la misère de l'agriculture latifundiste n'ont guère permis, comme dans une France rurale depuis deux mille ans, d'opposer facilement une campagne attirante et une ville détestable.

Latifundia et choc pétrolier expliquent les particularités de l'urbaphobie vénézuélienne : la rente pétrolière, entrant directement dans les caisses de l'Etat, a favorisé, outre la corruption, des politiques qui se souciaient peu d'aménager des villes qui, à la différence de l'Europe, ne produisaient pas la principale richesse nationale. La grande ville n'est guère, alors qu'une source de danger. On comprend que les gouvernements successifs aient négligé les grandes villes : un mécanisme typique de pays pétroliers comme l'Algérie ...

Ce texte conduit à poser quelques questions importantes :

- 1)- Quelle a été l'influence des urbaphobes européens sur la pensée vénézuélienne ? En particulier, quelle a été celle de géographes comme Jean-François Gravier ? En Colombie, en 2002, le responsable de la planification du bassin de Bogotà exprimait encore des idées violemment urbaphobes directement copiées du *Désert français* ...
 - 2)- Quelles formes prend l'urbaphobie dans des pays qui n'ont guère connu de paysannerie ancienne et solidement installée pendant des siècles, comme en Europe ? La comparaison entre l'Europe, les Etats-Unis et les nations sud-américaines serait, ici, fort éclairante ...
 - 3)- Quelle forme d'urbaphobie s'est installée, dans des pays en voie de développement, en fonction de la source principale de leurs richesses ? On devrait distinguer ceux où cette richesse provient du travail de la main d'oeuvre locale, dans les industries et les services, c'est à dire, des grandes villes, et ceux où elle est due à la vente de ressources minières comme le pétrole, le charbon, l'or, les diamants, etc.. La Chine et l'Inde seraient des exemples du premier cas : les grandes agglomérations urbaines y sont politiquement dangereuses mais aussi infiniment utiles, comme en Europe et aux Etats-Unis. Dans le second groupe en revanche, comme l'Algérie ou les pays du golfe, la population locale participe très peu à cette création de richesses ; les grandes villes peuvent alors être dangereuses et paraissent fort peu utiles ... Cela a-t-il entraîné des politiques urbaphobes différentes ?
-